

DOI 10.4467/2543733XSSB.17.005.7251

ANNIE GUÉNARD-MAGET
UMR SIRICE, Université Paris I**LES INSTITUTS FRANÇAIS AU CENTRE
D'UN PROGRAMME D'EXPANSION INTELLECTUELLE
EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, 1936-1938***

Les mots-clés: Pologne, diplomatie culturelle française, L'Europe centrale et orientale, les années trente du XX-e s.

Dans les années trente du XX^{ème} siècle, les échanges intellectuels entre la France et les États d'Europe centrale et orientale se traduisent entre autres choses par le nombre d'étudiants en provenance de cette partie du continent présents sur le sol français. Un bilan au 31 juillet 1936 concernant l'Université de Paris montre qu'ils sont environ 1800 sur un effectif global de 4714 étudiants étrangers¹. Dans cette année précise, comme dans les années précédentes, ces étudiants assurent le plus souvent leur séjour et leur formation de façon indépendante ; quelques uns reçoivent un soutien financier de leur État. La France ne brille pas son apport : les bourses accordées (pour une année universitaire, huit mois) par les ministères des Affaires étrangères et de l'Instruction publique restent rares ; après une période plus faste, depuis 1933 pour plusieurs États de l'espace géographique les bénéficiaires se comptent sur les doigts de la main. Ce constat n'est pas isolé ; de façon globale, les gouvernements français successifs ont réduit le financement d'une présence culturelle et intellectuelle à l'étranger, le recul est sensible à tous niveaux.

À partir de l'année universitaire 1937–1938 l'offre par ces deux ministères de bourses annuelles évolue positivement, en particulier en direction des quatre alliés, Pologne et membres de la Petite Entente. La dotation de 1938–1939 est sans conteste plus favorable : Pologne, 35 à 40 bourses² ; Roumanie 18 ; Tchécoslovaquie 31 ; Yougoslavie 68 (trois Instituts)³. Autre constat : l'introduction d'un financement de stages sur le sol français à partir

* Cet article a été rédigé dans le cadre du projet bénéficiant du soutien du Centre national de la Science (DEC-2013/08/M/HS3/00395).

¹ Archives du ministère des Affaires étrangères (ci-après AMAE), *Service des Œuvres françaises à l'étranger* (ci-après SOFE) carton 240. *L'Information Universitaire*. Les Roumains et Polonais sont les plus nombreux.

² AMAE. Sans prise en compte des bourses de vacances de trois mois et de bourses d'origine diverse (par exemple, de l'Université de Paris). Donnant par exemple un total de 79 bénéficiaires dans le cas de la Pologne pour 1938–1939.

³ Bulgarie 16 bourses annuelles, Hongrie 9.



de l'été 1937 ; avant tout pour des étudiants polonais et tchécoslovaques (dans chacun des cas, environ 10 étudiants)⁴.

Pourquoi choisir d'introduire par cette approche indirecte une étude portant sur l'importance accordée aux Instituts français dans une politique d'expansion intellectuelle lancée en 1936 ? Pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'une proportion importante des étudiants sélectionnés ont effectué un parcours de formation au sein de ces lieux français, parallèlement à leurs études supérieures dans des établissements nationaux ; ensuite parce que la répartition et l'évolution du nombre de bourses proposées reflètent la dimension des différents Instituts implantés en Europe centrale et orientale (ceux de Varsovie et de Prague dominant) et l'intensité des relations universitaires bilatérales. Ces chiffres sont aussi la traduction concrète, sur le plan intellectuel, des liens d'alliance contractés par la France : les boursiers et les stagiaires en provenance des États alliés dominant. L'effort est moindre en direction de la Hongrie et de la Bulgarie.

Enfin, ces chiffres, en progression, – mais que l'on est en droit d'estimer encore bien trop modestes – illustrent une volonté au sommet de l'État de relancer avec vigueur les contacts et une influence intellectuelle et culturelle alors en perte de vitesse. Ceci avec un regain d'attention particulier en direction du centre et de l'est européen.

Une implantation ancienne mais fragilisée

Depuis le début des années vingt du XX^{ème} siècle, les Instituts implantés par la France Europe en centrale et orientale, – avec l'agrément des États hôtes – sont des supports essentiels de sa présence intellectuelle et culturelle. Ce volet de l'action diplomatique s'inscrit dans un faisceau d'interventions : militaire, économique, financière « par des prêts d'État ». Au nombre de huit⁵, ils représentent plus du quart des établissements répartis dans le monde. Ces lieux d'enseignement supérieur ne sont pas fermés sur eux-mêmes ; en raison des agréments, ou d'un patronage universitaire commun comme c'est le cas à Varsovie, puis de conventions culturelles contractées, leurs liens avec les universités nationales sont réels. Ce sont les pivots d'un réseau d'enseignement primaire et secondaire, réseau non égalé par les autres puissances occidentales. Ils sont enfin très fréquemment le point d'ancrage de réseaux associatifs (ainsi les sections de l'Alliance française) et sont les coorganisateurs des manifestations artistiques, en liaison avec l'*Association française d'expansion et d'échanges artistiques*⁶.

Après avoir consolidé leur implantation essentiellement sur un socle de cours et de diplômes (langue, littérature et civilisation françaises, philologie romane ; histoire de l'art, histoire et géographie), de conférences, de bibliothèques, et avec une clientèle issue de la bourgeoisie et de l'intelligentsia, les Instituts connaissent une phase difficile à partir de 1932–1933. La crise économique mondiale qui atteint la France entraîne la chute du financement gouvernemental d'une présence culturelle à l'étranger. D'où des restrictions budgétaires, partout : elles bloquent les créations de postes d'enseignants,

⁴ Archives nationales (ci-après AN), AJ 16 6952, Pologne. Brochures annuelles de l'Institut de Varsovie.

⁵ Instituts français de Vienne, Prague, Varsovie, Bucarest, Sofia, Zagreb, Ljubljana, Belgrade.

⁶ En 1936, l'AFEA devient l'Association française d'Action artistique (AFAA).

limitent les possibilités d'inscriptions, freinent la venue de conférenciers, restreignent les interventions dans les manifestations artistiques. Le *Service des Œuvres françaises à l'étranger* du ministère des Affaires étrangères n'est plus en mesure d'approvisionner les fonds des bibliothèques.

Ce ralentissement des moyens et de l'activité observé pour les Instituts n'est pas un fait isolé. Il est associé à d'autres reculs et à d'autres insuffisances françaises, recul financier, recul des échanges commerciaux, des ventes en particulier des produits culturels, livres, films.

La misère budgétaire n'empêche pourtant pas les « coups d'éclat » français. Le choix est fait de miser sur un petit nombre de manifestations significatives, sur des événements culturels qui peuvent marquer les esprits ; ainsi à Prague et à Varsovie, en 1935, une importante exposition de sculpture contemporaine ; à Varsovie, au printemps 1936, trois soirées théâtrales données par la Comédie Française (Marivaux, Musset, Molière, Paul Géraudy⁷).

Ces années difficiles sont aussi le temps d'estimations, d'analyses, à Paris, à la tête du Service des Œuvres françaises à l'étranger, comme au sein dans les Instituts. Analyses qui cherchent à corriger des insuffisances bien repérées, à moderniser les ressorts de la présence intellectuelle et culturelle de la France pour s'ouvrir davantage vers les sphères scientifiques au sein des universités, vers des établissements d'enseignement supérieur tels que les « Écoles polytechniques », également en direction des forces vives des sociétés. En effet, dans cette période, seuls les Instituts de Prague et de Varsovie proposent des formations de cet ordre, dans les deux cas des séminaires de droit⁸ et, à Prague, un enseignement scientifique.

Les analyses françaises conduites entre 1933 et 1936 s'inscrivent dans une réflexion politique, liée à plusieurs constatations : la fin d'une période de relative sérénité internationale, née avec les espoirs mis dans la SDN et détruite par les agissements récents de l'Allemagne national-socialiste et de l'Italie fasciste ; la montée des forces fascistes, l'installation de gouvernements de cette tendance à l'est de l'Europe ; les alliances « de revers » fragilisées, ceci à un moment où, à partir de 1934, certains gouvernements alliés semblent s'éloigner de la France : la Yougoslavie, mais aussi la Pologne qui signe un pacte de non-agression avec le III^{ème} Reich au mois de janvier de cette année précise, d'où un refroidissement temporaire des relations franco-polonaises.

Par ailleurs, le constat est fait d'une emprise grandissante de l'Allemagne sur l'espace centre et est européen, intervenant sur plusieurs plans, plus précisément commercial, économique, juridique, technique. L'Allemagne s'affirme en tant que puissance en prise directe avec la vie économique, liée à la technologie, aux sciences de l'ingénieur, offrant à la jeunesse des formations concrètes et assurant un diplôme reconnu dans le pays d'origine, attirant sur son sol les forces vives vers les universités et les écoles techniques. L'affirmation allemande se déploie aussi dans tous les champs de la culture et des arts en s'appuyant systématiquement sur les communautés allemandes établies dans chacun des États. Enfin, comme en témoignent certains universitaires et enseignants en

⁷ AN 70 AJ 44 Brochure de l'Institut de Varsovie (1936-1937).

⁸ À Varsovie, le directeur de l'Institut, Henri Mazeaud, assure cette formation. À Prague, il s'agit d'une « Section de droit et d'économie politique », avec deux enseignants : Hubert Beuve-Méry et Maurice Virlogeux (ce dernier enseigne aussi l'économie politique à l'Université Charles IV).

poste, des interventions allemandes, dès 1933, mêlent parfois formation et embrigadement idéologique.

Un décalage se creuse entre deux modes d'affirmation, la France continuant à présenter d'abord et avant tout une image conforme à un schéma traditionnel, celui de la « patrie des arts et des lettres », même si des enseignants sont déjà présents dans des « Écoles » ou « Académies commerciales », dans des « Académies consulaires », formant les futurs cadres de la diplomatie et de l'administration des États. À Paris, au Ministère des Affaires étrangères, les responsables de la diplomatie intellectuelle en ont pris rapidement conscience, de même que les acteurs en poste à l'étranger. Les enjeux qui se profilent derrière ce décalage sont grands, ils ont un lien direct avec le niveau d'influence de la France, sans doute en péril, avec sa politique étrangère dans cet espace.

Avec l'installation à Paris du gouvernement de Front populaire, en juin 1936, une propagande anti-française déjà développée par l'Allemagne nazie, et dans une moindre mesure par l'Italie fasciste, s'intensifie : dénigrant la France, la présentant comme un pays vieilli, incapable d'innovation et de technicité, en proie à l'anarchie sociale (les grèves ouvrières), elle contribue à fragiliser les positions françaises dans l'espace centre et est européen.

1936-1938: le réveil d'une expansion intellectuelle et culturelle française.

Un programme gouvernemental; le « Don du livre »

Le printemps et l'été 1936 représentent un virage d'une grande intensité pour l'affirmation intellectuelle et culturelle de la France en direction de l'Europe centrale et orientale, considérée comme prioritaire, et, plus largement, à l'échelle mondiale. Dès cette période, et plus encore au cours des années suivantes, dans cette partie orientale de l'Europe, les Instituts vont être au centre d'une diplomatie utilisant « l'arme intellectuelle et culturelle ». C'est une diplomatie de « Défense française » réagissant à une situation critique immédiate par des décisions précises ; mais aussi une diplomatie d'expansion et de rénovation, se fixant pour objectifs de conserver une position d'influence forgée de longue date et de faire évoluer l'image de la France. Il faut consolider les liens avec les alliés, soutenir le camp des démocraties face aux puissances fascistes, et donc de s'adresser aussi aux États non alliés.

Cette volonté se traduit par un *Programme gouvernemental d'expansion intellectuelle française à l'étranger* annoncé dès le 21 juillet 1936 à 43 postes diplomatiques par un télégramme d'Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères⁹. Il comporte deux volets : un relèvement des crédits du *Service des Œuvres françaises à l'étranger* permettant, entre autres choses, de réactiver les missions des Instituts ; *un effort exceptionnel portant sur la diffusion du livre à l'étranger* financé au titre d'un plan de *Grands Travaux*¹⁰.

Dès l'installation du gouvernement et de la nouvelle chambre élue, le débat se concentre sur les moyens budgétaires. Pour l'année en cours, un impératif : voter des crédits complémentaires (loi du 18 août) et, par des prélèvements sur les *Fonds des Jeux*, accorder des « rallonges budgétaires » à quelques Instituts français implantés en Europe.

⁹ AMAE, SOFE 502. En annexe, la liste des 43 postes diplomatiques est fournie.

¹⁰ Les crédits *Grands Travaux* sont votés en août 1936 ; ils sont ensuite échelonnés sur deux ans.

Pour l'exercice 1937, dans les débats parlementaires consacrés aux « *Œuvres françaises à l'étranger* » puis dans le vote du budget, la priorité accordée à l'Europe centrale et orientale est très nette – ceci dans un continent lui-même considéré comme prioritaire, qui draine plus de 40% des crédits dégagés pour l'intervention culturelle à l'étranger. Par rapport à l'exercice précédent, les crédits progressent de 39% pour le continent, de 68% pour les États de l'Europe centrale et orientale¹¹.

Le programme gouvernemental intervient à plusieurs niveaux, l'enseignement et les formations françaises, le champ associatif, la vie artistique, une sélection de conférenciers de qualité, et, donc, la diffusion de l'écrit (livres, publications, revues scientifiques et techniques). En restant dans la ligne des analyses récentes, il se tourne vers les nouveaux médias, cinéma et radio.

La diffusion du livre français est une préoccupation majeure étant donné le recul très net observé sur le marché mondial dans les années précédentes. Vers l'Europe centrale et orientale, dans la mesure où certains États, à des degrés divers, paraissent céder à des tentations fascistes et connaître l'emprise idéologique montante des puissances fascistes, elle revêt une dimension idéologique ; *il ne s'agit pas d'une croisade doctrinale [l'action tend à conserver] une intelligence réciproque entre les peuples*¹². Un autre objectif évident : faire connaître des capacités de la France encore trop peu illustrées à l'étranger ; l'opération de diffusion des publications écrites s'adresse en premier lieu à une élite culturelle et universitaire. Le choix de la gratuité (un « Don »), conduite par l'État, prouve le sentiment d'une urgence.

Souvent désignée sous les termes de *Don gouvernemental du livre français*, l'opération est conçue à l'échelle mondiale ; elle concerne les bibliothèques à l'étranger, françaises ou étrangères possédant un fonds français ; postes diplomatiques et Instituts sont sollicités tout au long du processus. Elle consiste en une dotation massive de productions écrites ainsi qu'un « équipement en outillage » ; ces termes recouvrent à la fois un apport en matériel d'enseignement (outils didactiques, mobilier etc.) et des investissements destinés aux Instituts et aux laboratoires de recherche (aménagements matériels, fourniture d'instruments scientifiques et audiovisuels). A l'échelle mondiale, 55 pays destinataires, plus de 1500 bénéficiaires, organismes ou personnes privées. L'étude de la répartition des crédits engagés¹³ montre que le continent européen en absorbe plus des deux tiers ; et les États d'Europe centrale et orientale près de 34% à eux seuls.

À partir d'un catalogue soigneusement élaboré à Paris, comportant 7000 références (livres, périodiques, revues médicales et scientifiques), chaque destinataire établit son choix. Les bénéficiaires : les bibliothèques des Instituts français, les bibliothèques nationales, universitaires, d'institutions scientifiques, mais aussi celles des associations de francophilie, des nombreux établissements scolaires. Les ressources des Instituts français font un saut quantitatif. Deux exemples : entre 1937 et la fin de l'année 1938 le fonds de la bibliothèque de l'Institut de Varsovie passe de 16 000 à 26 000 ouvrages, permettant une consultation d'ouvrages spécialisés ; à Sofia, de 9 000 à 11 000 ou 12 000 volumes.

¹¹ Chambre des Députés. I. n°1279, séance du 12-11-1936, chapitre 28, Rapport de L. Archimbaud pour l'exercice 1937. Dans les années suivantes, les crédits du *Service des Œuvres françaises à l'étranger* seront strictement reconduits en tenant compte de l'inflation.

¹² Léon Blum, *L'Œuvre*, t.5, Paris, Albin-Michel, 1955, discours du 1-7-1936.

¹³ AMAE, SOFE, 501,502, 567. *Le Don gouvernemental du livre* : 15 millions de francs.

Modernisation des Instituts; une présence rénovée

Les différents volets de ce programme retentissent sur le développement et la vie des Instituts français. Ils vont permettre de diversifier les enseignements ; d'élargir les contacts avec les universités nationales (et, avec leur appui, d'accueillir encore davantage leurs étudiants) ; de poursuivre des travaux communs de recherche, des publications ; d'atteindre un plus grand nombre d'écoles d'ingénieurs et de techniciens, de grandes écoles de commerce ; mais aussi de diversifier la clientèle par des activités nouvelles (concerts, écoutes de musique enregistrée, projections de films).

L'action menée représente une entreprise de modernisation des Instituts, mais aussi une volonté d'apporter des interventions de qualité à tous niveaux. Un programme de constructions et de travaux dans les Instituts français est déjà en cours. Il s'accélère en 1937, en toute logique par rapport aux ambitions d'expansion. Trois exemples : à Bucarest l'équipement de locaux récemment acquis est entrepris ; à Sofia, des étages sont ajoutés au bâtiment existant ; à Varsovie, l'espace loué dans le Palais Staszic s'agrandit¹⁴, une galerie relie les deux ailes de l'Institut, des logements sont créés dans les étages supérieurs, une salle de cinéma est équipée.

Une rénovation de la mission des Instituts implique un apport de compétences ; conçus par des professeurs d'université venus de France, des enseignements spécialisés sont rapidement créés ou restructurés, avec des nominations à l'appui. À Prague, cours d'architecture, d'aéronautique, chimie, électronique, génie civil, et une section médicale qui officialise l'enseignement déjà assuré par un médecin des hôpitaux militaires (G. Henri). À Varsovie, la section scientifique, préparée en 1937, est ouverte en janvier 1938: sciences physiques appliquées ; terminologie (M. Laporte et J. Prunet).

Pour souligner le renouveau culturel, des personnalités effectuent des séjours chez les alliés : Paul Valéry, de l'Académie française, à Varsovie (septembre 1936) ; dans l'année 1937, Sébastien Charléty, recteur de l'Université de Paris, à Belgrade, Zagreb, Prague, Bucarest ; le ministre Jean Zay à Belgrade et Varsovie. Présent aux obsèques de l'ancien président Tomáš Masaryk, en septembre 1937, Léon Blum visite l'Institut de Prague et le Gymnase Réal à section française.

En relation directe avec ces évolutions accentuant le caractère d'établissements d'enseignement supérieur des Instituts, les crédits consacrés aux dotations en bourses d'études et en stages en France progressent nettement, multipliant les passerelles vers des formations en France ; le vote du budget de 1937 permet de disposer dans l'année qui s'ouvre de 400 bourses à l'échelle mondiale, dont 181 pour l'Europe (80 en 1936). Avec 110 bourses offertes, les États ciblés dans cette étude sont bien prioritaires. La sélection privilégie les étudiants au stade de spécialisation, s'élargit vers les scientifiques, la médecine, vers le droit, l'architecture, le cinéma. Pour l'année universitaire 1938-1939, les attributions pour ces États (sans l'Autriche) s'élèvent à 183 bourses sur les 370 dénombrées dans le monde, soit 50% du total. Quant aux stages en France, plus nombreux, en 1938 ils ne sont encore offerts qu'aux Polonais (69 offres) Tchécoslovaques (64) et Yougoslaves (28), dans l'industrie et dans les hôpitaux.

Mais les lieux français n'oublient pas leur caractère initial, apportant aux auditeurs et aux étudiants la connaissance de la langue, d'éléments de la culture française, également

¹⁴ Immeuble de prestige au centre de Varsovie, propriété de la Société des Sciences et des Lettres.

celle des valeurs portées par la République¹⁵. Ils n'oublient pas davantage de s'adresser à un plus vaste public : l'initiation de la langue française, dans des cours « publics », reste un élément important des inscriptions et, dans chacun des établissements une petite équipe s'y consacre. Les conférenciers qui se succèdent dans les Instituts s'adressent aussi, dans ces lieux ou à l'extérieur au sein des associations, à un public citoyen souvent qualifié d'exigeant, soucieux de la qualité des interventions, toujours aussi assidu quand il s'agit de thèmes scientifiques.

Performances et coopération. Le cas polonais

Les conférences données au sein même des Instituts par des intervenants venant de France sont plus fréquentes, diversifiées : de huit à dix à Varsovie, annuellement, entre 1936 et l'été 1938 ; plus de quatorze à Prague. Se succèdent d'éminents spécialistes universitaires, médecins (en particulier ceux connus pour leurs travaux sur la tuberculose, Georges Calmette, Robert Debré), ingénieurs, responsables de secteurs utilisant les technologies modernes, hydrotechnique, aéronautique, chemins de fer, architecture. En contraste avec la profusion de scientifiques sollicités, il faut constater le nombre restreint de messagers de la littérature et de la pensée. Parmi ceux-ci Paul Valéry, Jules Romains et Georges Duhamel sont omniprésents ; appartenant à une génération marquée par la 1^{ère} Guerre mondiale, « d'imprégnation pacifiste¹⁶ », ils sont porteurs d'un message de paix et d'humanisme.

Les rapports annuels (printemps 1938 et 1939) de plusieurs Instituts soulignent une progression : un plus grand nombre d'étudiants, d'enseignants ; des fonctionnaires et – minoritaire – un public issu du monde professionnel. L'étude du cas de l'Institut de Varsovie montre qu'à l'automne 1938, l'effectif des étudiants littéraires s'est accru de 25% par rapport à la rentrée précédente (617 inscriptions pour 1938–1939 ; les deux tiers envoyés par leurs professeurs d'université). S'ajoutent 150 étudiants de la Faculté de droit et 60 de l'École Polytechnique. Les effectifs s'élèvent à 850 étudiants en décembre 1938. Ceci malgré l'expression d'inquiétudes, de réserves venant d'universitaires, liées à la signature des *Accords de Munich*, à l'abandon par la France de l'allié tchécoslovaque ; et qui conduisent l'ambassade et le directeur de l'Institut à prôner discrétion et prudence¹⁷. Des signes de fidélité aussi, des effectifs en hausse ; une telle situation n'est pas générale dans tout l'espace centre et est européen : le choc créé par les *Accords de Munich* a de fortes répercussions dans l'immédiat au sein des lieux français en Tchécoslovaquie, de façon très nette également en Yougoslavie ; un redressement des effectifs a lieu, plus tardif.

Les Instituts travaillent en liaison avec les Universités des capitales et des grandes villes de province. Leurs directeurs et des enseignants agrégés, Normaliens, sont nommés sur des postes de chaires et des lectorats¹⁸. En Pologne, entre 1936 et 1937, les postes ouverts

¹⁵ AN, AJ 16 6952. Brochure de l'Institut français de Varsovie, 1937–1938. Sous la mention *Tableau des cours*, 7 rubriques sur 10 sont en rapport avec la langue, la littérature, les arts, les sciences humaines.

¹⁶ Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, Tome 1, Paris, Gallimard, 1990, p. 85–97.

¹⁷ AMAE, SOFE 556, dépêche de Léon Noël, 19-10-1938 ; Archives nationales AJ 16 6989, courrier d'Henri Mazeaud, mai 1939. En novembre 1938, le ministre de l'Instruction publique et le Recteur de l'Université de Varsovie ont été présents à la séance de rentrée de l'Institut.

¹⁸ En 1936, dans tout l'espace centre et est européen, plus de trente postes universitaires sont ouverts à la France.

aux Français dans l'enseignement supérieur national sont passés de neuf à onze (deux créations : École supérieure de Commerce, École Polytechnique), essentiellement à Varsovie, Cracovie et Poznań. Les enseignants se déplacent et interviennent dans plus d'une dizaine de villes. Le déploiement en province est un des faits majeurs de la conquête intellectuelle et culturelle relancée par les gouvernements successifs (Blum, Chautemps, Daladier).

Au printemps 1937, à Poznań, un *Centre d'Études supérieures françaises* est créé ; l'Italie a ouvert un centre du même type quelques mois plus tôt. Le gouvernement français consolide la position des deux enseignants qui interviennent déjà au sein de l'université¹⁹. Dans la même période, à Cracovie, l'*Institut pour l'étude des relations franco-polonaises* est inauguré, tandis que sont créés à Paris une chaire d'*Histoire et de Science militaire polonaises*²⁰ et un *Office universitaire polonais*, s'ajoutant aux grandes institutions antérieures. Dans la négociation, la recherche de réciprocité a été présente.

Créés sous ses auspices de l'ambassade, soutenus par l'Institut de Varsovie, ces deux nouveaux pôles intellectuels français vont travailler dans le même esprit : celui d'une coopération avec les universitaires et chercheurs de l'État hôte. L'une des ambitions du gouvernement dans sa politique d'expansion intellectuelle, vers les alliés en particulier, c'est bien de sortir d'une position de messianisme, de puissance dominante, d'établir des relations de partenariat.

À Varsovie, cette coopération a été introduite très tôt : par l'intervention ponctuelle d'universitaires polonais dans des cycles de formation ; par les *Collections de l'Institut*, déjà nombreuses ; quatre publications sont prévues pour 1937–1938 dont *La correspondance inédite de Stanislas-Auguste* présentée par le Doyen Marcel Handelsman et le professeur Jean Fabre.

La coopération est multipliée en 1937 et 1938. À Cracovie, le *Centre d'études franco-polonaises* (ou *Institut*) est un pôle de recherche axé sur l'histoire des liens entre les deux États : l'abbé David, dans une collaboration avec l'*Université Jagellon* et l'*Académie des Sciences et des Lettres*, doit assurer la publication des travaux communs²¹. Ouverts à l'automne 1937 à l'Institut de Varsovie, des cycles annuels de conférences sont consacrés aux relations franco-polonaises (passé et présent) ; universitaires et spécialistes polonais sont largement sollicités, au rythme de conférences bi-mensuelles : *Relations artistiques* la première année, *Relations intellectuelles* en 1938–1939.

Il faut aussi mentionner les colloques, les congrès : ainsi des *Journées médicales franco-polonaises* ont lieu à Paris pendant l'Exposition Universelle (printemps et été 1937)²². À l'occasion de cette exposition internationale, comme les autres Instituts, celui de Varsovie est très impliqué : multiplication des contacts, demandes de traductions de travaux scientifiques, préparation de voyages et de séjours dans la capitale française...

¹⁹ AMAE, SOFE 322.

²⁰ AN, AJ 16 6953. En 1937 la Pologne dispose alors de deux chaires au sein de l'Université française et de 8 lectorats (dont 7 en province).

²¹ AMAE, SOFE 322. Pologne, Province polonaise. Courrier de l'ambassadeur Léon Noël, mars 1937. Au moment de l'ouverture du centre, des dons de documents et d'archives concernant ces liens historiques ont été faits par les Polonais, membres de l'Université ou de l'Académie, des particuliers également. Autre libellé : *Centre franco-polonais d'études historiques*.

²² AMAE, SOFE 316, mai 1937, Courrier de Jean Marx. Puis à l'automne 1937 se déroulent à Paris les *Journées médicales franco-tchécoslovaques*.

Coopération ou négociations ardues pour la révision de la convention culturelle de 1923 ? Un projet est travaillé de part et d'autre ; après la venue à Varsovie du ministre Jean Zay le travail des comités respectifs s'intensifie²³. Rien n'est encore conclu à l'automne 1939.

Rivalités d'influence

Au cours de l'année 1938 la concurrence de l'Allemagne nazie reste omniprésente, « méthodique, massive ». Un seul exemple : en juin, à Cracovie, l'exposition *La Nouvelle École sculpturale du Troisième Reich* est imposante. Les dirigeants nazis cherchent à associer les populations à leurs manifestations (invitations à l'*Exposition des métiers*, à Berlin). Les rivalités d'influence s'intensifient, l'Italie fasciste activant elle-même une propagande en direction des masses, en particulier dans les Balkans.

Face à cette montée en force, face au risque de guerre qui se précise après l'Anschluss, les Instituts français contribuent encore et toujours à donner de la France une image de modernité et de dynamisme, mais aussi de puissance industrielle et technique, et en arrière-plan, militaire et impériale. Le relais des nouveaux médias est en cours : les thèmes techniques dominent dans les documentaires présentés. De façon continue, les formations et les activités culturelles proposées par les Instituts participent à une recherche d'influence – certains écrivent « propagande » – de la part d'une démocratie, qui s'adresse avant tout aux individus, à la formation de la pensée, à l'esprit²⁴. Dans les mois qui suivent l'automne 1938, au sein des Instituts la mobilisation des hommes et des moyens est intensifiée. Une inflexion de l'action est sensible : culture et information se mêlent pour atteindre des publics plus larges, pour se faire entendre auprès des populations.

Par l'ancienneté de son implantation intellectuelle et culturelle, par le déploiement du programme d'expansion intellectuelle dans les années 1936–1938, par les coopérations instaurées avec les États partenaires dont les équipes des Instituts français furent des acteurs directs, par les liens tissés, en 1945, la France est en capacité d'être présente à l'est de l'Europe. Accueillis de façon parfois difficile, ses représentants culturels peuvent pourtant réussir à surmonter un lourd passif : *Munich*, septembre 1939, la défaite de juin 1940, le Régime de Vichy. Dans un nouveau contexte, tout ou presque est à reconstruire ; les Instituts vont être à nouveau au centre d'une reconnaissance à reconquérir.

Bibliographie

Archives :

Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), *Service des Oeuvres françaises à l'étranger* (SOFE), carton 240.

Archives Nationales, AJ 6952, Pologne.

Littérature :

Blum Léon, *L'Oeuvre*, t. 5, Albin-Michel, Paris 1955.

Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *Les Français de l'an 40*, t. 1, Gallimard, Paris 1990.

Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, Julliard, Paris 1945.

²³ AN, AJ 16 6989 ; 312 AP, Archives privées Marcel Abraham.

²⁴ Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, p. 402, Paris, Julliard, Sequana, 1945.

Annie Guenard-Maget

**The *French Institutes* at the center of an intellectual expansion program
in central and eastern Europe, 1936-1938**

Summary

The introduction focuses on the evolution of the number of students with a French government's grant coming from central and eastern Europe between 1936-1938. Aspects of this phenomenon are thus made apparent, among which is the will to revitalize intellectual influence.

The first part focuses on the present situation: specific characters of the *French Institutes*, their mission as pivots of an effective influence in central Europe, difficulties due to the ongoing economic crisis, limitations of their actions, open foreign competition potentially threatening the French alliances and positions: nazi Germany, fascist Italy.

The following development presents the part given to the Institutes in the intellectual expansion program, as it was implemented by the Blum and Chautemps's governments between 1936–1938. Here, one scrutinizes certain aspects of its modernization toward a more scientific, technical approach, and an action more open to an urban audience. The illustration of these evolutions lies on the case of the *Warsaw Institute*. This specific case and the study of new structures in Kraków and Poznań delineates a mutual will to cooperation and partnership.

In the year 1938, the contrasts between two types of propaganda sharpen: nazi and french. Institutes contribute to the demonstration of the french power.

Key words: Poland, Cultural diplomacy, Central-Eastern Europe, Thirties years of XX Century.